



U.C.S.A._cgt

Liminaire au CCE du 1er octobre 2015

La CGT s'efforce à dire ce qu'elle pense et à faire ce qu'elle dit, sans concession. C'est parfois dur à entendre mais ça a le mérite de la clarté car nous n'avons pas pour habitude de jouer les tireurs embusqués au nom d'intérêts qui n'ont rien à voir avec l'intérêt général. C'est notre marque de fabrique et c'est sur cette base que nous vous souhaitons la bienvenue, Madame la Présidente, à l'occasion de ce premier CCE de votre mandature.

On ne vous apprendra rien en vous disant que FTV va mal (cette séance de CCE ne fera que le confirmer), que les plans d'économie drastiques ont durablement ébranlé ses salariés depuis la calamiteuse réforme Sarkozy qui a supprimé la publicité après 20 heures sur nos antennes et le cycle de restructurations qui s'en est suivi.

La CGT avait été la première en janvier 2008 à dénoncer l'imposture de la suppression de la publicité qui n'a pas manqué de plonger France télévisions dans une spirale déficitaire dont elle n'est jamais - pour l'instant - parvenue à sortir.

L'entreprise a besoin d'un véritable projet de développement pour jouer pleinement son rôle de service public dans un monde en pleins bouleversements, où le "vivre ensemble", comme on dit, est de plus en plus souvent battu en brèche.

Mais pour cela, il faut commencer par reconstruire le modèle économique de FTV. C'est le nerf de la guerre, un impératif absolu. A défaut votre job se réduira à vous lever chaque matin pour gérer la pénurie, faire des économies et affronter les conflits sociaux.

Les propositions de bon sens ne manquent pas. Elles passent par une réforme d'urgence de la redevance via l'élargissement de son assiette, le retour de la publicité après 20H, le développement de ressources commerciales additionnelles, la mise en place de partenariats de service public, en région comme à l'international.

Il est scandaleux d'apprendre que le président de la république aurait changé d'avis sur le retour de la publicité après 20H après la parution d'une tribune signée Costa Gavras, Claude Lelouch... et par une certaine Julie Gayet. Quelle confusion! Iront-ils frapper à la porte de MM Paolini, Tavernost ou Bolloré pour financer leur prochaines oeuvres après avoir ainsi contribué à torpiller le service public?

Il faut revoir le régime de détention des droits des programmes dont FTV est spolié depuis trop longtemps au nom d'une réglementation inique et anachronique. Il faut donner à FTV la capacité de constituer des catalogues, de diversifier ses contenus, de faire circuler ses programmes, de les monétiser au besoin sur les différents supports.

Le recours prioritaire à nos moyens de fabrication internes et la valorisation de notre outil de production, la suppression des seuils de production dépendante, l'internalisation des émissions des antennes du groupe, pour le flux comme pour le stock, avec par exemple le développement de séries longues susceptibles de concurrencer les productions américaines et de satisfaire les jeunes publics font aussi partie de nos priorités. Mais aussi la production en interne de nos magazines. C'est un défi passionnant, susceptible de mobiliser les énergies, que

les personnels de FTV sont tout à fait capables de relever.

Le rapprochement du numérique et des antennes que nous appelons de nos vœux, est aussi un enjeu clé. Comment décroiser des secteurs qui depuis la prise en charge du numérique par FTVEN se regardent sans se parler? Comment mettre en oeuvre une GPEC et un plan de formation massif des personnels pour réussir cette mutation vers le numérique par toute l'entreprise?

Où en est le projet de chaîne info dont on a cru comprendre qu'elle serait destinée aux jeunes publics sur les Smartphones? Comment s'articulera-t-elle avec les autres opérateurs du service public, Radio France, France Médias Monde ou l'INA?

Qu'en est-il de la création d'un secteur recherche et développement de FTV, tant pour les contenus que pour les formats ou la technique ?

Nous vous avons demandé un moratoire sur la fusion des rédactions nationales, pour de multiples raisons, éditoriales, politiques, sociales, stratégiques, l'entendez vous?

Nous militons pour le maintien des éditions locales de proximité, pour un plan de relance des régions et des Outremer, trop souvent rabaissés au rang de centres de coûts. Comment comptez-vous prendre en compte la réforme territoriale? Partagez-vous notre souhait de créer des chaînes régionales sur le nouveau découpage et le lancement d'une chaîne spécifique pour le Grand Paris?

Encouragez-vous le passage à de véritables chaînes de plein exercice pour les Première, avec production fabrication des programmes en interne en télévision, en radio et pour le numérique? Favorisez vous le développement de la production en interne dans les stations Première comme à Malakoff pour alimenter France Ô, la chaîne des outremer?

"Un management dans et par le dialogue."

La formule, tirée de votre projet présenté au CSA, remporte un certain succès. Comment restaurer un climat social respectueux des interlocuteurs, assurer la mise en place d'une vraie régulation sociale, un traitement équitable entre pouvoir managérial et contre-pouvoir syndical? La navrante affaire du fichage témoigne bien du niveau de défiance atteint entre les différentes catégories de personnel de cette entreprise.

La CGT est favorable à la négociation d'un accord sur l'emploi pour affronter le cancer de la précarité, à prendre en compte de la pénibilité, l'évolution des métiers dans le cadre d'un projet de développement, en particulier pour le numérique.

Voilà quelques uns des thèmes qui nous tiennent à coeur. La tâche est immense et ne pourra se réduire à un plan com', le plus réussi soit-il. Il ne suffira pas à l'équipe dirigeante de poser tels les Experts dans le numéro d'Antenne du mois de septembre pour gagner la bataille de la fiction (même si on peut trouver le déhanchement sportif du directeur financier particulièrement réussi...),

Paris, le 1er octobre 2015